



Groupe de la Banque mondiale

Le président David Malpass attendu au Togo ce vendredi

Le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, sera en séjour au Togo du 31 mars au 1er avril prochain dans le cadre d'une visite de travail. Il échangera notamment avec le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé et des partenaires.



PAGE 5

PUBLIREPORTAGE



Bien-être

NSIA LANMESSIN, l'assurance d'une bonne santé pour tous les Togolais

Pour une assurance santé individuelle et familiale adaptée aux besoins des populations, NSIA Assurances met à la disposition des Togolais, une nouvelle offre dénommée NSIA LANMESSIN. Une caravane de vulgarisation a été effectuée, hier mardi 28 mars 2023 dans la capitale togolaise, Lomé. Avec un taux de couverture de 80%, ce produit d'assurance est constitué de quatre ...

PAGE 9

POLITIQUE



Nouveaux défis sécuritaires

Les médiateurs de l'Uemoa s'impliquent dans la quête de solutions

L'Association des médiateurs des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (AMP-Uemoa) tient une Assemblée générale à Lomé au Togo depuis le lundi 27 mars 2023. La rencontre a pour thème : « Etat des lieux de la situation sécuritaire dans l'espace Uemoa... »

PAGE 3

REPORTAGE

Développement communautaire

Le gouvernement a officiellement lancé la mission de nouveaux VEC

Hier mardi 28 mars 2023, s'est tenue à la maison des jeunes de Lomé, la cérémonie de prestation de serment de 440 ...

PAGE 11



Dossier / World Happiness Report 2023

Des efforts hautement salutaires pour une amélioration sensible de l'indice du bonheur au Togo

Les progrès significatifs réalisés ces dernières années démontrent que le Togo est sur la voie d'une nation florissante et épanouissante. Les investissements dans des domaines clés ...

PAGES 6&7

DERNIERES HEURES

Les acteurs de la microfinance d'Afrique ont rendez-vous cette année à Lomé

La capitale togolaise s'apprête à accueillir du 16 au 20 octobre prochain, la Semaine africaine de la microfinance. En prélude à l'événement, une rencontre s'est tenue en février entre la ministre de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel, Mazamesso Assih et les organisateurs.

Les échanges intervenus entre le président de la Microfinance African Institutions Network (MAIN), Yombo Odanou et la directrice de l'Appui au développement autonome (ADA), Laura Foschi, ont permis d'entreprendre des démarches pour le lancement de cette activité.

L'initiative est une occasion pour "réunir tous les acteurs importants pour une réflexion commune sur la stratégie régionale afin de faire avancer et faciliter le secteur", a indiqué la ministre. Près de 1 000 acteurs de la finance inclusive sont attendus à ce rendez-vous.

Au Togo, l'inclusion financière reste une priorité pour le gouvernement. Les efforts entrepris dans le secteur permettent au pays d'être le plus performant dans l'Uemoa, avec un taux qui s'est établi à 85,72% en 2021.

Gestion des administrations fiscales

Des experts de la sous-région se forment sur la Zlecaf

Le Togo accueille depuis lundi 27 mars un atelier de formation sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). La rencontre initiée par le Forum des administrations fiscales ouest africaines (FAFOA) en partenariat avec l'Office togolais des recettes (OTR), se tient à Baguida sous le thème « les perspectives et implications en matière de recettes ». L'atelier réunit pendant trois jours les experts en politique fiscale issus des administrations fiscales, des ministères des finances ...



PAGE 5



SOMMAIRE

Gestion des administrations fiscales
Des experts de la sous-région se forment sur la Zlecaf



P 4

Bien-être
NSIA LANMESSIN, l'assurance d'une bonne santé pour tous les Togolais



P 9

Cours d'eau et zones humides
Lancement de la plus grande initiative de restauration de l'histoire



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

«Le FNFI nous donne une capacité nouvelle de nous prendre en charge», Adam Adiyetou

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", cap sur Atakpamé dans la région des plateaux pour y retrouver madame Adam Adiyetou qui après avoir successivement obtenu les 4 cycles du crédit APSEF consolide aujourd'hui son activité grâce au Produit d'Accompagnement Spécial du Fonds national de la Finance inclusive (FNFI). Retour sur le parcours de notre heureuse bénéficiaire...

Agbonou, un des quartiers populaires de la ville d'Atakpamé. C'est dans cette ville réputée commerciale que Adam Adiyetou exerce son petit commerce depuis plusieurs années. Son commerce, elle l'a débuté en 2016 grâce successivement aux 4 cycles du crédit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF). Des crédits génériques qui lui ont permis de débiter son activité de vente de vêtements de friperie pour femme. Des années après, et vu le succès qu'elle a rencontré dans l'exercice de son activité, elle ressent alors le besoin de capitaliser les acquis et de passer à échelle. Il lui fallait donc un soutien financier.

" Les 4 cycles du crédit APSEF m'ont vraiment permis de débiter une activité lucrative. Cela

m'a véritablement permis de me classer parmi les commerçantes de ma ville et de dégager des revenus journaliers. Mais au fil du temps, les besoins de ma clientèle, essentiellement féminine dépassaient ce que je leur offrais. Beaucoup en plus des vêtements formulaient le vœu de me voir vendre des pagnes. Je me suis dit que c'était une très belle occasion à saisir car cela renforcerait mes revenus. Je n'ai pas mis longtemps, vu les besoins que j'éprouvais, de me rendre auprès de COOPEC ILLEMA pour rencontrer et échanger avec mon agent de crédit. C'est donc ce dernier qui m'informait que pour les bénéficiaires en fin de cycle du crédit APSEF qui ont bien remboursé dans les délais, il existe un Produit



ADAM Adiyetou

d'Accompagnement Spécial (PAS) destiné à les soutenir et à les accompagner pour le renforcement de leurs activités."

Voilà bien l'essence du PAS, accompagner les bénéficiaires fins de cycle APSEF et AGRISEF à poursuivre leur croissance dans le paysage de l'inclusion financière.

" J'ai donc saisi l'opportunité qui s'offrait à moi et j'ai souscrit donc à la demande du PAS puis j'ai rempli par la suite toutes les formalités. J'ai donc dans la foulée obtenu un crédit d'un montant de 100.000 FCFA qui m'a permis donc de renforcer mon activité avec la vente de pagnes. Et le résultat est ce que vous voyez aujourd'hui, un commerce bien équipé

grâce aux différents crédits FNFI que j'ai reçus. Je suis heureuse et je ne peux que témoigner ma reconnaissance au FNFI pour cette capacité nouvelle qui nous est donnée de pouvoir nous prendre en charge et de réaliser nos rêves qui sont ceux de devenir des commerçantes et de gagner notre vie pour ne dépendre de personne."

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web : www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Renouvellement des dirigeants Le Car va-t-il finalement tenir ce congrès tant annoncé ?

Le Comité d'action pour le renouveau (Car) annonce la tenue de son congrès depuis des mois. Mais, d'annonces en annonces et de report en report, ce congrès va-t-il enfin avoir lieu afin que les militants, militantes, sympathisants et autres nostalgiques du Car puissent connaître le sort futur du parti ?

À la disparition de maître Yawovi Agboyibo, il était clair qu'un congrès devait avoir lieu. C'était quand même le président national et fondateur du parti qui venait de décéder. Au risque de mourir avec son fondateur, le parti doit renouveler ses dirigeants. Et c'est là que se pose le problème. Qui va succéder à maître Agboyibo ? Qui peut succéder au natif de Kouvé ?

De son vivant, il n'a pas été aisé de faire la succession. Il y a eu un semblant de changement à la tête du parti. Mais, très vite, le « bélier noir » est revenu prendre sa « propriété

privée». Cela avait engendré une grave crise qui a affaibli le parti. Malgré les limites que lui imposait l'âge et les difficultés à remobiliser les populations, maître Agboyibo est resté accroché jusqu'à sa mort en 2020.

Vu la manière dont il a fini sa vie, il n'est pas sûr qu'il ait préparé la relève. Sinon, pourquoi ne pas prendre sa retraite et laisser la direction du parti à une jeune génération avant que ne viennent les jours funestes ? Si l'ancien Premier ministre n'avait plus confiance en maître Paul Dodzi Apévon, il y avait

d'autres fidèles dans le parti.

Il y a par exemple Jean Kissi qui ne jure que par maître Agboyibo. Même si c'est son fils Pascal Agboyibo (avocat comme le père) qu'il voulait installer à la tête du parti comme beaucoup le soupçonnaient de vouloir

militants l'acceptent, qui va s'en plaindre ?

Maintenant, il est parti en laissant le parti orphelin et sans repère. On sent depuis un moment des divergences au sein du parti, même si certains comme Jean Kissi essaient de les cacher. Ces reports

congrès se termine dans la division.

Quoi qu'il en soit, il va falloir que le Car se décide à tenir ce congrès. Du 23 au 30 avril peut-être ? En tout cas ce sont les nouvelles dates annoncées par le parti. Le Car survivra ou le Car disparaîtra. Voilà le



Faure Gnassingbé vendredi dernier à Kpalimé

le faire, pourquoi ne pas l'avoir fait. Si ce dernier dispose des compétences nécessaires et que les

à répétition n'augurent rien de bon. Sans doute qu'il y a des difficultés et que les gens ont peur que le

dilemme face auquel l'a abandonné son président-fondateur.

La rédaction

Nouveaux défis sécuritaires Les médiateurs de l'Uemoa s'impliquent dans la quête de solutions

L'Association des médiateurs des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (AMP-Uemoa) tient une Assemblée générale à Lomé au Togo depuis le lundi 27 mars 2023. La rencontre a pour thème : « Etat des lieux de la situation sécuritaire dans l'espace Uemoa : quelles approches pour les médiateurs ? ».

À l'issue de ces assises, d'un plan stratégique, entend donc mieux projeter l'association dans le paysage institutionnel communautaire avec un impact dans tous les pays membres. Elle ambitionne ainsi de renforcer son rôle et sa place en vue de protéger

les usagers et de contribuer à la libre circulation, tout en promouvant l'Etat de droit », a affirmé Aminata Lo Paye, représentante résidente de la Commission de l'Uemoa au Togo.

« Les médiateurs étant de plus en plus interpellés par les gouvernants et les gouvernés ne peuvent que s'impliquer dans la quête de solutions face aux nouveaux défis qui menacent et impactent la vie de nos concitoyens, et de nous tous. Outre notre mission classique, médiateurs de l'espace Uemoa que nous sommes, entendons désormais œuvrer en jouant notre partition dans la résolution des crises sécuritaires et en apportant une réponse à la fracture sociale qui en découle », a

déclaré Awa Nana Daboya, médiateur de la République du Togo. Les populations doivent aussi jouer leurs partitions en incarnant des valeurs républicaines comme la paix. Les Forces de défense et de sécurité (FDS) luttent jour et nuit pour garantir cette paix, et il revient à tous les citoyens de les aider dans cette

», a indiqué le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires, Payadowa Boukpassi, qui représentait le président de la République Faure Gnassingbé.

« Face à cette menace croissante, il importe de mener des actions

de la vision des chefs d'Etat de faire de notre sous-région, un espace sécurisé et prospère », a-t-il poursuivi.

« Le gouvernement togolais, sous l'égide du président de la République, son Excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, poursuit ses efforts en vue de consolider



Photo de famille des participants

tâche difficile.

« C'est le lieu de saluer l'engagement de ces femmes et hommes membres des FDS de nos Etats, qui veillent jour et nuit afin de protéger l'ensemble de nos citoyens et nos frontières contre cet ennemi commun

appropriées visant l'éradication du mal, aux fins d'amener les populations civiles, populations cibles des organisations terroristes, à aimer la patrie, et à s'engager véritablement pour la paix et la sécurité, en vue de contribuer à la réalisation

l'environnement national sécurisé et contribuer par ailleurs aux efforts concertés de lutte contre le terrorisme en vue de préserver la paix dans la sous-région et sur le continent africain », a-t-il ajouté.

Edem Dadzie

Burkina Faso

Sur les traces de la junte malienne, Ibrahim Traoré suspend à son tour France 24

Tout comme au Mali, le combat contre le terrorisme passe par la suspension des médias français. Du moins, c'est ce qu'il transparaît des suspensions de diffusion des médias français au Mali et au Burkina Faso. Après la Radio France internationale (RFI) en décembre 2022, c'est au tour de France 24 de subir la rigueur de la junte au pouvoir. A partir du 27 mars 2023, le média France 24 est suspendu « sine die » sur l'ensemble du territoire national burkinabé.



Le Cpt. Ibrahim Traoré

France 24 savait déjà qu'il était en sursis. Du moins, pour des dirigeants

avertis qui ont vu la suspension de la radio consœur RFI en décembre

dernier, ils devraient savoir que leur jour était compté au Burkina Faso qui a choisi de s'imprégner du modèle de lutte contre le terrorisme du voisin malien.

A l'origine de cette suspension, l'entretien du journaliste et spécialiste des questions djihadistes Wassim Nasr, avec le chef d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Le 6 mars, la chaîne avait choisi d'analyser les réponses à dix-sept questions, adressées

réponses pour éviter de relayer la propagande du groupe.

Les autorités burkinabes ont pourtant estimé qu'en « ouvrant ses antennes au premier responsable d'AQMI, France 24 ne fait pas seulement office d'agence de communication pour ces terroristes, pire il offre un espace de légitimation des actions terroristes et des discours de haine véhiculés pour assouvir les visées maléfiques de cette organisation sur le Burkina Faso », selon le communiqué du porte-parole du gouvernement Jean Emmanuel Ouédraogo.

Pourtant, explique la direction de la chaîne française dans un communiqué, « jamais la chaîne ne lui a donné la parole directement, prenant soin de relater ses propos sous la forme d'une chronique permettant la distanciation et la contextualisation nécessaires. En outre, cette chronique permettait pour la

première fois de confirmer que l'otage français Olivier Dubois, libéré depuis, était retenu par AQMI. ».

Depuis la prise du pouvoir du capitaine Ibrahim Traoré, l'état semble se resserrer sur la presse. Début décembre, le gouvernement de transition avait déjà suspendu la diffusion de Radio France Internationale (RFI), du même groupe, France Médias Monde, lui reprochant notamment d'avoir relayé « un message d'intimidation » attribué à « un chef terroriste ». Après la suspension de RFI, les autorités avaient convoqué les représentants des organes de la presse burkinabé, ainsi que l'ensemble des correspondants de la presse internationale, pour une rencontre aux allures de mise en garde, contre les médias qui relayeraient les messages de « l'ennemi » ou des informations pouvant « décourager » la population.

T.M.

Tchad

Après les rebelles du Fact, Mahamat Idriss Deby gracie 259 manifestants

Ils avaient manifesté contre une prolongation de la transition permettant au président tchadien de rester deux ans de plus au pouvoir. Ils avaient été condamnés à de la prison ferme. Le président tchadien Mahamat Idriss Déby Itno a gracié, le 27 mars, 259 des 262 manifestants condamnés à de la prison ferme après une manifestation contre le pouvoir réprimée en octobre 2022. Cette annonce intervient trois jours après un autre décret gracieux 380 rebelles condamnés à la prison à vie.

Ces hommes, des jeunes pour l'essentiel, avaient répondu à l'appel de l'opposition à manifester contre la prolongation de la transition et le maintien au pouvoir du général Déby Itno sur recommandation d'un Dialogue national



Quelques manifestants

inclusif et souverain (DNIS).

« C'est un geste de pardon pour permettre à tous les fils et filles du Tchad de bâtir leur pays sur des nouvelles bases », a déclaré le ministre de la

Communication et porte-parole du gouvernement, Aziz Mahamat Saleh. « Ces personnes vont retrouver leur liberté, leur famille et reprendre le cours de leur vie », s'est réjoui le coordinateur du collectif de leurs avocats, Frédéric Dainonet, qui voit

une prison de haute sécurité située en plein désert à 600 km au nord de la capitale, a déclaré Laguerre Ndjérandi, le bâtonnier de N'Djamena. Selon le gouvernement, 621 personnes avaient été arrêtées lors de la manifestation dans la

forces de l'ordre, avant de réévaluer ce bilan à 73 morts. Des ONG avaient cependant dénoncé des chiffres sous-évalués.

L'ONG Human Rights Watch (HRW) avait notamment dénoncé dans un rapport publié à la fin de janvier

dans cette initiative une volonté du gouvernement « d'apaiser les tensions ». L'enquête est toujours en cours pour une « vingtaine » de personnes détenues à N'Djamena, et une « centaine » d'autres incarcérés à Koro Toro,

capitale, puis acheminées à Koro Toro. Les autorités avaient d'abord annoncé qu'une cinquantaine de personnes avaient péri lors de ce « jeudi noir », essentiellement des jeunes tués par balles dans la capitale par les

des « meurtres », des « décès en détention », des « disparitions forcées » et des « actes de tortures » liés à la répression des manifestations par les autorités.

T.M. et France 24

Groupe de la Banque mondiale Le président David Malpass attendu au Togo ce vendredi

Le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass sera en séjour au Togo du 31 mars au 1er avril prochain dans le cadre d'une visite de travail. Il échangera notamment avec le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé et des partenaires.

David Malpass sera accompagné lors de sa visite par le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Ousmane Diagana et du vice-président de la Société financière internationale (IFI) pour l'Afrique, Sergio Pimenta.

Cette visite qui constitue la première pour l'économiste américain en terre togolaise sera marquée par des échanges dans plusieurs domaines. L'éducation, l'agriculture, notamment la réponse d'urgence à l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, le développement numérique et la protection sociale seront au menu des échanges. D'autres questions liées au renforcement de la résilience et à la croissance

inclusive dans les pays du Golfe de Guinée seront également abordées. L'occasion permettra au responsable de revenir sur l'appui supplémentaire que le Groupe de la Banque mondiale peut apporter dans ces domaines.

« La promotion de la sécurité et de la paix dans la région, le renforcement de l'éducation et le développement de la résilience pour pallier les coûts climatiques écrasants sont indispensables à la croissance et au développement de la région. Je me réjouis de ces visites au Niger et au Togo qui nous donneront l'occasion d'échanger autour de ces sujets cruciaux ainsi que de l'appui supplémentaire que le Groupe de la Banque mondiale peut apporter

dans ces domaines », a déclaré David Malpass, président du Groupe de la Banque mondiale.

Avant le Togo, David Malpass se rendra du 29 au 31 mars au Niger où il rencontrera le président

et l'appui apporté par le Groupe au pays et plus amplement à la région du Sahel. Il est également attendu à l'Université Abdou Moumouni de Niamey où il prononcera le discours de positionnement en prélude

Rappelons que l'année dernière, le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a rencontré le président de la Banque mondiale en marge des assemblées annuelles des institutions



David Malpass

nigérien Mohamed Bazoum, mais aussi les principaux acteurs et partenaires du Groupe. Ils évoqueront ensemble le programme de développement du pays

aux réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, prévues du 10 au 16 avril 2023 à Washington.

de Bretton Woods. Les discussions entre les deux personnalités ont porté sur les priorités de développement du Togo.

Félix Tagba

Gestion des administrations fiscales Des experts de la sous-région se forment sur la Zlecaf

Le Togo accueille depuis lundi 27 mars un atelier de formation sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). La rencontre initiée par le Forum des administrations fiscales ouest africaines (FAFOA) en partenariat avec l'Office togolais des recettes (OTR), se tient à Baguida sous le thème « les perspectives et implications en matière de recettes ».

L'atelier réunit pendant trois jours les experts en politique fiscale issus des administrations fiscales, des ministères des finances, du commerce et d'autres organismes compétents des États membres du FAFOA. Selon le Secrétaire exécutif du FAFOA, Babatunde Oladapo, cette rencontre qui rassemble les acteurs du domaine fiscal permettra aux administrations fiscales de se mettre à jour, afin de mieux gérer les recettes fiscales et d'imposer les mêmes taux.

Alors que les États s'engagent dans la mise

en œuvre de la Zlecaf, ces assises permettent aux participants de s'interroger sur le rôle de la mobilisation des recettes intérieures dans le développement des États membres et la nécessité de clarifier certaines questions fiscales pour stimuler leur effort de mobilisation.

« Dans le contexte actuel de diminution des appuis extérieurs à nos États, des craintes subsistent par rapport à l'impact que l'accord de la Zlecaf pourrait avoir sur l'effort de mobilisation des recettes intérieures. Outre la perte des droits de

douane envisagée, la libre circulation des personnes et des biens à travers les frontières peut laisser libre cours aux évasions

Concrètement, les participants auront un aperçu sur la Zlecaf en tant qu'instrument et seront dotés de connaissances

examinées, afin d'aider les États membres à faire un choix de politique fiscale plus éclairé. L'occasion permet aussi de faciliter le



Photo de famille des officiels et des participants

fiscales», a déclaré Atta Kakra Essien, commissaire des Douanes et Droits Indirects de l'OTR.

sur les implications économiques de la zone. Les implications fiscales de la Zlecaf seront également

partage d'expériences et de connaissances entre les pays participants.

Félix T.

Des efforts hautement salutaires pour une amélioration sensible de l'indice du bonheur au Togo

Koffi SODOKIN

Maître de Conférences à l'Université de Lomé

Introduction

Les progrès significatifs réalisés ces dernières années démontrent que le Togo est sur la voie d'une nation florissante et épanouissante. Les investissements dans des domaines clés et des politiques publiques axées sur le bien-être offrent un cadre solide pour renforcer la cohésion sociale et la solidarité, assurant un avenir lumineux pour la population togolaise. En unissant les forces du gouvernement, des organisations et des individus, le Togo est en mesure de relever les défis et de construire une société où chacun a la possibilité de s'épanouir et de contribuer au bonheur collectif. L'avenir du Togo est empreint d'espoir et de possibilités, et cet optimisme sert de base à une nation heureuse et prospère. Ceci est principalement mis en évidence par les chiffres récents publiés dans le World Happiness Report (2023).

I. Du concept d'Eudaimonia au bonheur des peuples

2020). Ce concept est utilisé en économie pour évaluer le bien-être économique et social d'une société. Lorsque les individus d'une société parviennent à réaliser leur potentiel et à mener une vie épanouissante et satisfaisante, cela peut engendrer des effets positifs sur l'économie. Par exemple, des individus plus heureux et en meilleure santé peuvent être plus productifs au travail, contribuer davantage à l'économie et réduire les coûts des soins de santé. En outre, les politiques économiques et sociales visant à améliorer le bien-être des individus peuvent conduire à des sociétés plus stables et prospères à long terme. Ainsi, le concept d'Eudaimonia peut orienter les politiques économiques vers la réalisation d'objectifs de bien-être plutôt que de croissance économique uniquement. L'économie du bonheur et le concept d'Eudaimonia mettent en évidence que le bien-être constitue un objectif fondamental et que les politiques économiques et sociales



Koffi SODOKIN

sur le bien-être plutôt que simplement sur la croissance économique ou les profits des entreprises. Enfin, ils mettent en avant l'importance d'une approche holistique pour atteindre le bien-être et l'épanouissement à long terme (Diener et al., 2018).

Dans ce contexte, les politiques publiques devraient être axées sur le bien-être des individus et des communautés, en accordant la priorité à l'investissement dans la santé mentale et physique, l'accès à l'éducation et la formation tout au long de la vie, la cohésion sociale et la solidarité, la création d'environnements de travail sains et sécurisés, ainsi que la promotion du développement durable. Cela

le gouvernement togolais de journées nationales dédiées au sport constitue une initiative exemplaire en la matière.

Au cours des 15 dernières années, le gouvernement togolais a mis en place de nombreuses politiques et initiatives pour améliorer le bien-être et le bonheur de sa population. Des investissements ont été réalisés dans la santé mentale et physique, l'éducation, la cohésion sociale, l'environnement de travail, la durabilité et la lutte contre la corruption. Les indicateurs clés, tels que l'espérance de vie en bonne santé, le soutien social, la liberté de choix de vie et l'affect positif, ont tous connu une amélioration constante depuis 2005. Ceci témoigne des efforts continus déployés par le gouvernement pour améliorer l'indice du bonheur au Togo. Cet indice a évolué de 2,9 en 2010 à 4,2 en 2022 (Graphique 1).

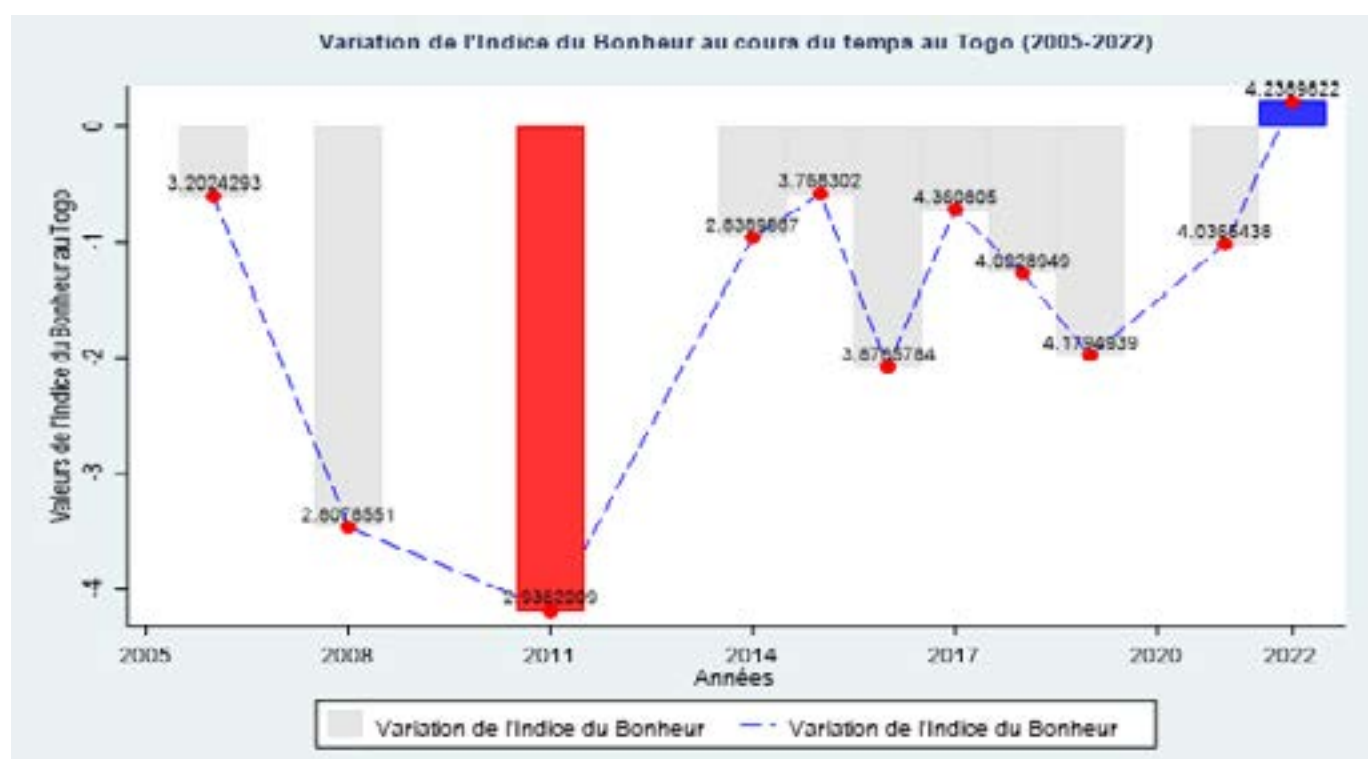
Graphique 1. Variation de l'Indice du Bonheur au Togo

Source. WHR, 2023. Données disponibles sur <https://worldhappiness.report/>

L'analyse des données relatives à l'indice de satisfaction de la vie (également appelé "Life Ladder") révèle une augmentation progressive au Togo, passant de 3,202 en 2006 à 4,239 en 2022. Cette évolution témoigne d'une perception plus positive de la vie et du bien-être de la part de la population togolaise. Par ailleurs, le PIB par habitant a également connu une croissance régulière au Togo, s'élevant de 7,342 en 2006 à 7,685 en 2022, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie des citoyens (voir Graphique 2).

Graphique 2. Evolution de l'indice du Bonheur et du PIB/Tête (2005-2022)

Source. WHR, 2023. Données disponibles sur <https://>

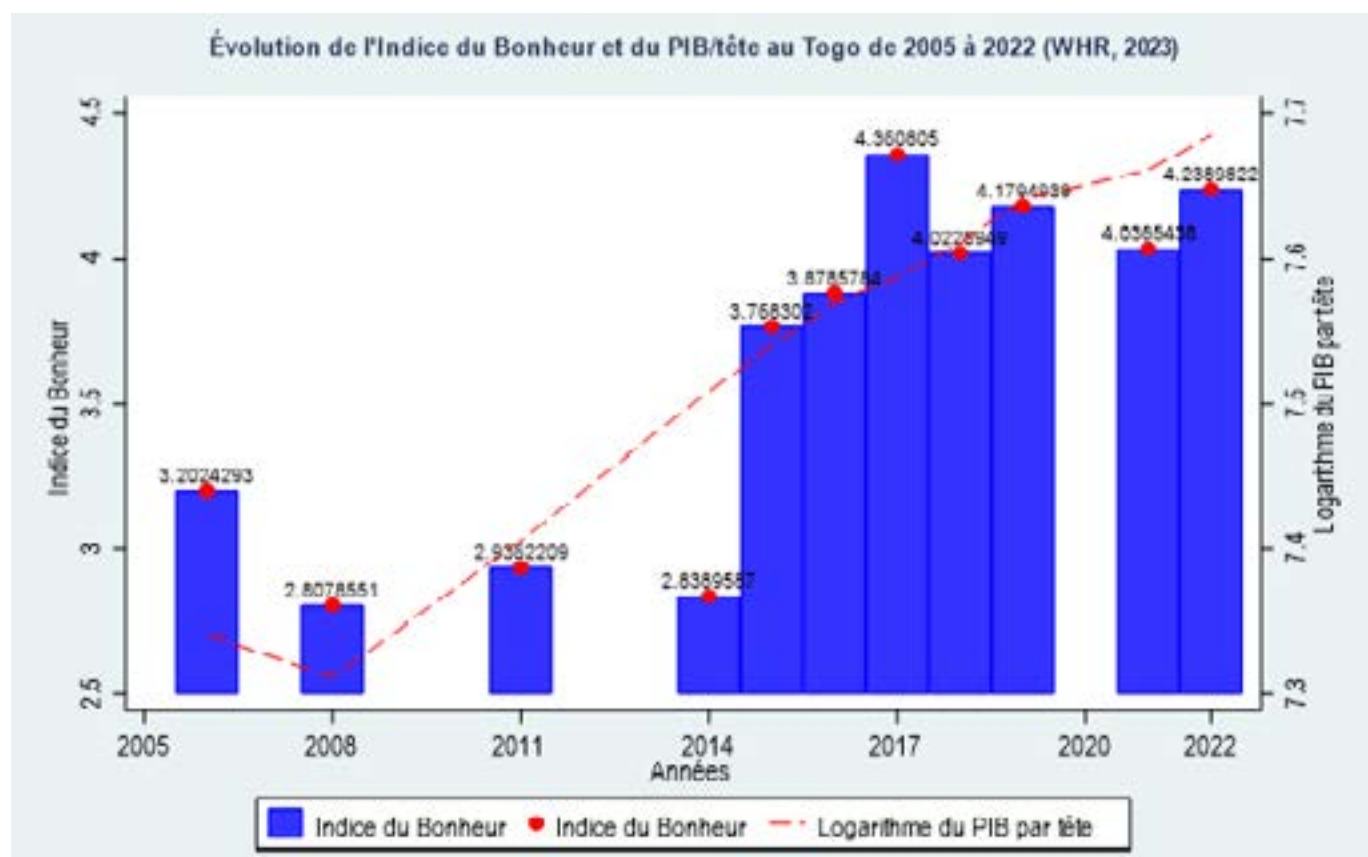


Graphique 1. Variation de l'Indice du Bonheur au Togo

Le concept d'Eudaimonia, issu de la philosophie grecque, représente un état de bien-être et de bonheur durable découlant d'une vie accomplie et épanouissante. Cette conception du bonheur se distingue de l'approche plus courante, fondée sur la satisfaction des désirs immédiats et des plaisirs éphémères (Clark et al.,

devraient être élaborées pour favoriser le bien-être des individus et des communautés. Ce concept souligne l'importance des aspects non monétaires de la vie pour le bien-être, remet en question l'idée selon laquelle la croissance économique à elle seule garantit le bonheur et soutient que les politiques publiques devraient être axées

implique des mesures telles que la fourniture d'un accès facile et abordable aux soins de santé, le développement de programmes de prévention des maladies et la création de communautés inclusives, entre autres. Concernant la priorité accordée à l'investissement dans la santé mentale et physique, l'instauration par



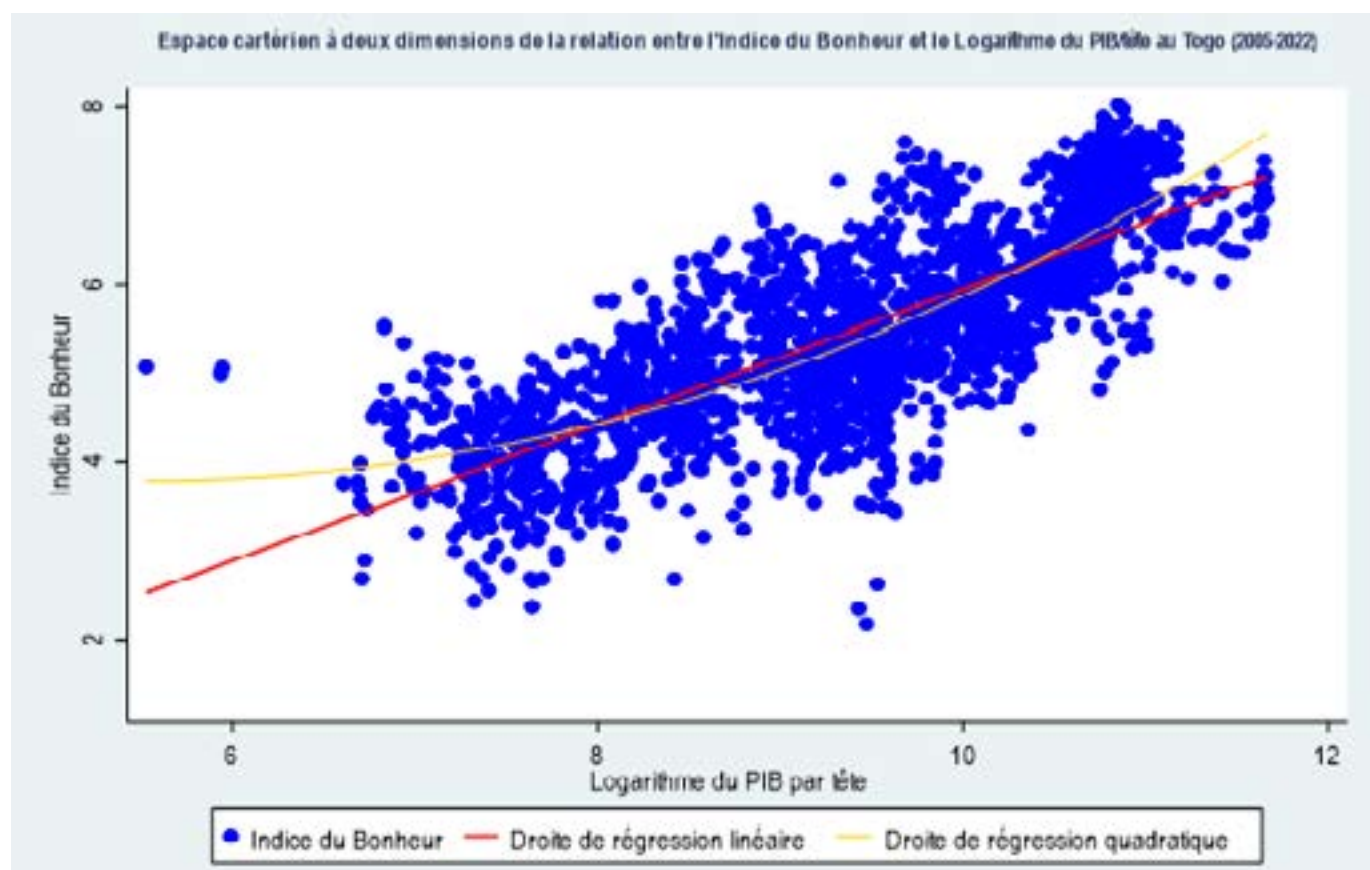
Graphique 2. Evolution de l'indice du Bonheur et du PIB/Tête (2005-2022)

worldhappiness.report/ Plusieurs études ont démontré que l'accroissement de l'indice de bonheur est étroitement lié à la croissance économique (Becker et al., 2008). Les données empiriques corroborent cette hypothèse pour le Togo (voir Graphique 3). En effet, lorsque les pays en développement connaissent une expansion économique, cela peut se traduire par une amélioration des conditions de vie des populations, ce qui peut, à son tour, engendrer une hausse de leur bonheur et de leur bien-être. Par ailleurs, une économie prospère peut offrir davantage d'opportunités d'emploi, de meilleurs salaires et des niveaux de vie plus élevés, ce qui peut également impacter positivement l'indice de bonheur des individus.

Graphique 3. Corrélation entre l'indice du Bonheur et le Pib par tête au Togo

Source. Auteur à partir du WHR, 2023. Données disponibles sur <https://worldhappiness.report/>

Le soutien social a également connu une croissance régulière, passant de 0,435 en 2006 à 0,579 en 2022, grâce aux efforts du gouvernement et des initiatives privées visant à soutenir les communautés locales. L'espérance de vie en bonne santé à la naissance a également affiché une amélioration significative, passant de 50,240 en 2006 à 57,700 en 2022, ce qui pourrait résulter d'une amélioration de l'accès aux soins de santé de qualité et de l'éducation sur les pratiques de santé préventive. La liberté de choix de vie a également progressé, passant de 0,628 en 2006 à 0,696 en 2022, grâce à l'amélioration de l'environnement



Graphique 3. Corrélation entre l'indice du Bonheur et le Pib par tête au Togo

politique et social et à l'adoption de politiques publiques favorisant l'autonomisation individuelle (WHR, 2023). Néanmoins, le niveau de générosité demeure relativement faible au Togo, avec une légère diminution au fil des années, passant de -0,027 en 2006 à 0,007 en 2022, et les disparités de bonheur entre les différentes strates de la population persistent.

Le gouvernement togolais a poursuivi ses efforts d'assistance à la population et même pendant les périodes les plus compliquées comme celle du SARS-CoV-2 (Sodokin, 2021, 2023), et les actions positives dans ce sens devraient se poursuivre.

Conclusion

Les efforts déployés par le gouvernement togolais au cours des 15 dernières années ont entraîné des améliorations notables dans divers domaines

tels que l'économie, l'éducation, la santé et les infrastructures. Bien que l'indice de bonheur ne soit pas le seul indicateur à considérer, ces facteurs peuvent avoir un impact significatif sur le bien-être de la population togolaise. Les efforts soutenus pour renforcer l'emploi et améliorer les salaires doivent être maintenus (Sodokin et al. 2022). Il est donc essentiel de poursuivre les investissements dans ces domaines afin d'améliorer les conditions de vie de la population togolaise et, à long terme, d'accroître encore l'indice du bonheur. En agissant ainsi, le gouvernement togolais contribuera à la réalisation d'une société plus épanouissante et prospère, en accord avec les principes de l'eudémonisme et de l'économie du bonheur.

Références

- Becker, G. S., Rayo, L., & Krueger, A. B. (2008). Economic growth and subjective well-being: Reassessing the Easterlin paradox. *Comments and discussion. Brookings Papers on Economic Activity*, 2008(1), 1-87.
- Clark, A. E., Flèche, S., Layard, R., Powdthavee, N., & Ward, G. (2020). The key determinants of happiness and misery. *Social Science & Medicine*, 249, 1-7.
- Diener, E., Oishi, S., & Tay, L. (2018). Advances in subjective well-being research. *Nature Human Behaviour*, 2(4), 253-260.
- Graham, C., & Pinto, S. (2018). Unequal hopes and lives in the USA: Optimism, race, place, and premature mortality. *Social Science & Medicine*, 198, 13-22.
- Sodokin K (2021) Comparative analysis, cash transfers, household investment and inequality reduction in Togo. *Appl Econ* 53:2598-2614. <https://doi.org/10.1080/00036846.2020.1863324>
- Sodokin, K. (2023). Public assistance, survival, and household trust during the containment period of the first wave of the SARS-CoV-2 pandemic in Togo. *Journal of Social and Economic Development*. <https://doi.org/10.1007/s40847-023-00233-4>
- Sodokin K., Couchoro M.K. & Tozo K.W. (2022) Macroeconomic channels of transmission of post-pandemic recovery strategies for African economies, *Cogent Economics & Finance*, 10:1, 2125656, DOI: 10.1080/23322039.2022.2125656
- World Happiness Report (2023). <https://worldhappiness.report/>

Passons ensemble un très
bon mois de Ramadan



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>



Bien-être

NSIA LANMESSIN, l'assurance d'une bonne santé pour tous les Togolais

Pour une assurance santé individuelle et familiale adaptée aux besoins des populations, NSIA Assurances met à la disposition des Togolais, une nouvelle offre dénommée NSIA LANMESSIN. Une caravane de vulgarisation a été effectuée, hier mardi 28 mars 2023 dans la capitale togolaise, Lomé. Avec un taux de couverture de 80%, ce produit d'assurance est constitué de quatre formules.

Habillés aux couleurs de NSIA LANMESSIN à l'effigie de NSIA Assurances, le personnel a animé la ville de Lomé à travers un caravane tambour battant pour apporter la bonne nouvelle aux populations. Cette caravane a été également couplée de prospection par les agents de NSIA Assurances avec distribution de tracts et de prospectus.

NSIA LANMESSIN est un contrat d'assurance santé de personnes et de gestion groupe de système de prise en charge tiers payant. Il assure au bénéficiaire le remboursement des dépenses médicales ou chirurgicales occasionnées à la suite d'une maladie, d'un accident ou d'une maternité. Ses garanties s'exercent sur le territoire national togolais. Au total, quatre formules sont contenues dans ce produit, notamment la formule bienvenue (NSIA LANMESSIN AKPE), la formule standard (NSIA LANMESSIN BOBOE), la formule privilège (NSIA LANMESSIN SILVA) et la formule premium (NSIA

LANMESSIN SIKA). NSIA LANMESSIN couvre 2 types de risques. Il s'agit des petits risques notamment la consultation, la pharmacie, les analyses biologiques, la radiologie, la maternité, les soins dentaires, les soins de prothèses dentaires, les soins ophtalmologiques, la lunetterie (verres et montures), les vaccins, le transport par ambulance, le complément d'avis médical. Les grands risques que couvre le produit sont l'hospitalisation chirurgicale, l'hospitalisation médicale et les frais médicaux d'accident.

« Nous avons décidé de lancer une caravane pour faire la promotion du produit NSIA LANMESSIN. L'objectif pour nous c'est vraiment de nous rapprocher de la population. C'est un produit que nous avons fait pour le grand public et il est important pour nous que le produit soit connu. Anciennement, les produits d'assurance santé que nous avons s'adressait aux grandes



Véhicule de la caravane



Le personnel motorisé pour

entreprises. Aujourd'hui avec NSIA LANMESSIN, une personne individuelle et une famille peuvent souscrire à une assurance santé ; même de très petites entreprises avec un minimum de personnel peuvent souscrire à un contrat d'assurance santé. Donc, cette innovation est assez importante », a expliqué Constant Djeket, directeur général de NSIA Assurances.

Toute personne vivant

au Togo et âgée de 0 à 65 ans peut souscrire à NSIA LANMESSIN. L'âge limite peut être prorogé à 70 ans après avis favorable du Médecin conseil de NSIA Assurances. Sont exclus de la garantie Individuelle Santé NSIA LANMESSIN, les produits alimentaires, de régime ou de remplacement ainsi que les médicaments constituant la pharmacie familiale eaux minérales, alcool, coton ; les traitements à but esthétique, les séjours dans les maisons de repos ; les frais résultant d'un accident ou d'une tentative de suicide ou de mutilation volontaire; les frais de déplacement du malade ; les factures renouvellements prescrits. « Avant de mettre en place ce produit, nous avons pris le temps de travailler avec les prestataires, que ce soient les cliniques, les pharmacies, les hôpitaux publics, c'est justement parce que le produit est prêt que nous avons décidé d'aller vers les populations. C'est un produit que nous voulons installer dans ma durée et donc ce produit est fiable et répond aux

besoins des populations. Durant les deux semaines qui viennent, nous donnons une occasion exceptionnelle aux populations de souscrire à NSIA LANMESSIN avec des conditions aménagées. En plus de nos agents et commerciaux sur le terrain, toutes les agences NSIA Assurances sont disponibles pour recevoir les souscriptions dans tout le pays. Pour souscrire, il y a un bulletin simple qu'il faut remplir avec des informations sur l'identité et les personnes à assurer », a fait comprendre le directeur général de NSIA Assurances.

Le produit est vendu sous forme de pack combinant notamment l'option 1 (santé Individuelle - décès toutes causes) et l'option 2 (santé - décès accidentel - invalidité partielle ou totale. L'assuré bénéficie d'une carte d'assuré à la souscription. En cas de perte de la carte de soins, l'assuré devra apporter un certificat de perte et une somme de 3 000 FCFA pour le renouvellement de sa carte.

Attipoe Edem Kodjo



Constant Djeket, DG NSIA Assurances

Cours d'eau et zones humides

Lancement de la plus grande initiative de restauration de l'histoire

Le 22 mars 2023, lors de la Conférence des Nations unies sur le l'eau à New York au siège de l'organisation aux Etats-Unis, une Coalition de gouvernements a lancé le « Défi de l'eau douce », la plus grande initiative jamais entreprise pour restaurer les fleuves, les rivières, les lacs et les zones humides dégradés.

Ces écosystèmes sont essentiels pour faire face à l'intensification des crises de l'eau, du climat et de la nature dans le monde. Le « Défi de l'eau » vise à restaurer 300 000 kilomètres de cours d'eau ainsi que 350 millions d'hectares de zones humides, une superficie plus grande que l'Inde, d'ici à 2030. C'est l'équivalent de plus de sept fois le tour de la terre.

Outre l'approvisionnement en eau, des écosystèmes d'eau douce en bonne santé offrent une multitude d'avantages à l'être humain et à la nature, et sont essentiels pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter, ainsi que pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Pourtant, un tiers des zones humides de la planète ont disparu au cours des 50 dernières années, et leur disparition est toujours plus rapide que celle des forêts. Les rivières et les lacs sont les écosystèmes les plus dégradés au monde. Les populations de poissons qui y vivent, dont beaucoup sont vitales pour la sécurité alimentaire des communautés, ont énormément diminué. Tout cela n'est pas sans conséquences.

En effet, environ quatre milliards de personnes, soit presque deux tiers de la population mondiale, sont confrontées à de graves pénuries d'eau pendant au moins un mois par an. Au total, 2,3 milliards de personnes, soit environ un quart de la population mondiale, vivent dans des pays qui connaissent des problèmes d'approvisionnement en eau.

Un peu moins des trois quarts de l'ensemble des catastrophes naturelles récentes sont liées à l'eau, notamment les inondations, les sécheresses et les tempêtes. Ces

catastrophes ont détruit des vies et des moyens de subsistance, touché des millions de personnes et causé des dommages



Une zone humide

représentant 700 milliards de dollars des États-Unis au cours des 20 dernières années.

Le sixième rapport d'évaluation du Giec, publié la semaine dernière, souligne les graves conséquences des changements climatiques sur les écosystèmes d'eau douce et met en évidence la nécessité de les protéger et de les restaurer afin de renforcer les mesures d'adaptation aux changements climatiques et de créer des sociétés, des économies et des écosystèmes résilients. D'ici à 2050 cinq fois plus de terres devraient être confrontées à une « sécheresse extrême » ; 5,7 milliards de personnes devraient vivre dans des zones marquées par le manque d'eau ; le nombre de personnes exposées au risque d'inondation pourrait, selon les projections, augmenter pour atteindre autour de 1,6 milliard de personnes. Il faut donc agir et vite !

Soutenu par les gouvernements de la Colombie, de la République démocratique du Congo

(RDC), de l'Équateur, du Gabon, du Mexique et de la Zambie, le « Défi de l'eau douce » encourage tous les gouvernements à s'engager à atteindre des objectifs clairs dans leurs stratégies et plans d'action nationaux actualisés en matière de biodiversité, leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN) et leur plan national de mise en œuvre des ODD, afin de restaurer d'urgence les écosystèmes d'eau douce. Susana Muhamad, ministre colombienne de l'Environnement et du Développement durable, a

le « Défi » contribuera à la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes. La Décennie des Nations unies est une initiative visant à redonner vie à la planète. Elle est menée conjointement par le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Un rapport scientifique publié pour lancer la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes souligne que des pays se sont déjà

(WWF) a indiqué : « Le signe le plus évident des dommages que nous avons causés, et que nous continuons de causer à nos cours d'eau, lacs et zones humides est l'effondrement stupéfiant de 83 % des populations d'espèces d'eau douce depuis 1970. Le « Défi de l'eau douce » met en place les objectifs et les cadres adéquats pour inverser la tendance, au bénéfice non seulement de la nature, mais aussi des populations du monde entier. Nous avons besoin que les gouvernements et les partenaires s'engagent

déclaré : « Cette initiative est conforme aux priorités du Plan national de développement 2022-2026, qui permettra au pays de renforcer la planification territoriale autour de l'eau en protégeant tous les systèmes d'eau. L'eau est considérée comme une ressource commune et un droit fondamental. Cela implique la participation des communautés pour résoudre les conflits socio-environnementaux, en respectant la diversité culturelle et en garantissant la conservation de la biodiversité. »

Le « Défi de l'eau douce » est une initiative dirigée par les pays. Sa mise en œuvre est inclusive et collaborative. Les gouvernements et leurs partenaires créeront des solutions en matière d'eau douce en collaboration avec les peuples autochtones, les communautés locales et d'autres parties prenantes. S'appuyant sur le cadre mondial pour la biodiversité adopté à Montréal en décembre 2022, et qui prévoit la restauration de 30% des « eaux intérieures » dégradées de la planète,

engagés à restaurer un milliard d'hectares, une superficie plus vaste que la Chine. Toutefois, les écosystèmes d'eau douce ne figurent pas explicitement parmi les engagements soumis à une évaluation.

Inger Andersen, directrice exécutive du Pnue a affirmé : « Des cours d'eau, des lacs et des zones humides sains sont la fondation de nos sociétés et de nos économies. Pourtant, ces écosystèmes sont régulièrement sous-évalués et négligés. C'est la raison pour laquelle l'engagement des gouvernements de la Colombie, de la RDC, de l'Équateur, du Gabon, du Mexique et de la Zambie est remarquable. Alors que les pays se sont engagés à restaurer un milliard d'hectares de terres, le « Défi de l'eau douce » est une première étape cruciale pour se consacrer aux écosystèmes d'eau douce, qui en ont bien besoin ».

Stuart Orr, responsable de l'eau douce au Fonds mondial pour la nature

sans plus attendre dans le cadre du programme d'action pour l'eau qui résultera de cette conférence des Nations unies ».

Le « Défi de l'eau douce » s'attachera à fournir les éléments nécessaires au niveau national pour concevoir et mettre en œuvre efficacement des mesures de restauration, repérer les zones prioritaires de restauration, mettre à jour les stratégies et plans nationaux pertinents, mobiliser des ressources et mettre en place des mécanismes financiers pour réaliser les objectifs.

Outre la coalition de pays, le « Défi de l'eau douce » est soutenu par la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes, le secrétariat de la Convention sur les zones humides, le WWF, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), The Nature Conservancy, Wetlands International et ABInBev (le plus grand groupe brassicole au monde).

Edem Dadzie

Développement communautaire Le gouvernement a officiellement lancé la mission de nouveaux VEC

Hier mardi 28 mars 2023, s'est tenue à la maison des jeunes de Lomé, la cérémonie de prestation de serment de 440 Volontaires d'engagement citoyen (VEC) et de 30 seniors de la vague 8 du Grand Lomé. Ce fut aussi l'occasion de remettre des kits d'installation à 63 anciens VEC artisans.

Acte symbolique accompli à chaque début de mission, la prestation de serment des volontaires est un acte de don de soi fait par le jeune qui s'engage devant la nation à se mettre au service du bien-être collectif. Cet acte marque ainsi le début d'une mission qui va durer 6 mois, d'avril à septembre 2023.

Ces volontaires, une fois déployés chacun dans sa communauté de base, travailleront avec disponibilité, solidarité et engagement sur des missions de curage de caniveau, de désherbage, de restauration de l'environnement, de création d'espaces verts. Ils auront en outre pour tâche de sensibiliser les ménages à la sauvegarde des acquis de leurs actions en faveur du bien-être intégral et durable des communautés. En dehors des formations de pré-déploiement reçues, les volontaires suivront tout au long de leur mission, des formations sur des modules spécifiques notamment, les activités génératrices de revenus, l'entrepreneuriat, les compétences de vie,

possibilité de se constituer en associations de crédit d'épargne, communément appelées « GEC », afin de s'octroyer des facilités de crédits pour démarrer des activités génératrices de revenus.

« Notre pays a besoin des bras de ses enfants pour bâtir une nation prospère.



Kokou Eke Hodin (à gauche) lors de la remise des kits

parce que la discipline et le travail de leurs populations ont payés. Si nous voulons le développement, nous

et continuer à s'accuser mutuellement. Merci au président de la République pour avoir pensé à ce

29 092 319 FCFA et sont constitués de machines de couture et de broderie, de coiffure, soudure et



Vue partielle des nouveaux VEC lors de la prestation de serment



Myriam Dossou-d'Almeida (à gauche) lors de la remise des kits

les comportements éco citoyens et responsables etc... Ils auront la

Les grandes nations comme la Corée du Sud et la Chine y sont parvenues

devons travailler. Sinon, nous allons tourner en rond pendant des décennies

programme qui porte des fruits », a déclaré Kossi Aboka, maire de la commune du Golfe 5, qui a accueilli la cérémonie.

« Le volontariat est une des formes nobles de la contribution des jeunes au développement de notre pays. Nous devons tous jouer notre partition dans la marche de notre pays vers le développement intégral qui garantit l'épanouissement de tous, car c'est comme cela que nous réussirons à créer le Togo et l'avenir que nous voulons pour notre postérité », a renchéri Myriam Dossou-d'Almeida, ministre du Développement à la base, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes. En ce qui concerne les kits d'installation, ils ont coûté

tapisserie. Ces kits sont remis aux VEC identifiés comme ayant appris un métier mais qui éprouvent des difficultés à s'installer.

« Cette cérémonie m'offre l'occasion de réaffirmer l'engagement du gouvernement à ne ménager aucun effort en ce qui concerne le développement de l'artisanat et de la formation professionnelle, non seulement pour contribuer à la croissance économique mais également dans le souci de réduire le chômage et le sous-emploi des jeunes », a affirmé Kokou Eké Hodin, ministre délégué en charge de l'Enseignement technique et de l'Artisanat.

Edem Dadzie



**EVITE
DE PAYER
LES PENALITES**

PAIE TA

TVM AU

PLUS TARD

LE 31 MARS



FEDERER POUR BATIR

 www.otr.tg